

Anti-répression

Le Taser en procès à Paris

jeudi 6 novembre 2008, par [VANEK Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 30 octobre 2008).

Lundi 20 octobre, face à un tribunal parisien, Olivier Besancenot, porte-parole de la LCR, poursuivi en diffamation par la société Taser, a continué à exiger un moratoire sur l'utilisation de ce pistolet à électrochocs, potentiellement mortel.

Cette semaine-là avait été rude pour Antoine Di Zazzo, PDG de SMP Technologies, qui vend et fait la promotion du pistolet Taser en France. Après le placement en garde à vue de personnes interpellées, le 14 octobre, dans le cadre de l'enquête sur l'espionnage dont ont été victimes Besancenot et sa famille, une information judiciaire a en effet été ouverte.

Or l'enquête, menée par la police des polices et la Brigade de répression de la délinquance contre la personne, a permis de trouver, dans les locaux de SMP Technologies, le rapport de filature d'Olivier Besancenot, les traces de deux virements de plusieurs milliers d'euros en faveur du cabinet de détectives privés Dussaucy et, dans les locaux de celui-ci, une clé USB contenant les photos prises lors de la filature. Une affaire de barbouzes et de flics véreux, impliquant des policiers en activité, des policiers retraités reconvertis dans le privé, un douanier bien placé... et le PDG Di Zazzo !

Ce dernier, poursuivi pour « complicité par instruction » et « recel », se retrouve sous contrôle judiciaire. Il était donc absent le 20 octobre au débat sur la dangerosité de cette arme, tenu au Palais de justice de Paris... à l'occasion du procès en diffamation qu'il avait lui-même intenté à l'encontre d'Olivier Besancenot !

Celui-ci y a naturellement réaffirmé et assumé pleinement les propos qu'il avait tenus pendant la campagne présidentielle, réclamant un moratoire sur l'usage du Taser.

A l'initiative de la LCR, un rassemblement s'est tenu pendant le procès. Des personnalités sont venues témoigner de leur solidarité, dont Jean-Jacques Boislaroussie (Les Alternatifs), Francine Bavay (Les Verts), Arlette Laguiller (Lutte ouvrière). Par contre, personne du Parti socialiste ou du PC. Dans la salle d'audience, on pouvait remarquer la présence de Mohamed Mechmache (AClefeu), de Jean-Claude Tchicaya (Devoirs de mémoire) et de nombreux jeunes des quartiers populaires.

L'avocate de SMP Technologies a cru bon d'accuser Olivier Besancenot de porter atteinte à l'image de marque d'une société commercialisant « un produit innovant » et de faire l'apologie des armes à feu, témoignant ainsi d'une mauvaise foi absolue ou d'une méconnaissance totale des positions de la LCR.

Benoît Murraciale d'Amnesty International a quant à lui affirmé que le Taser facilitait le recours à la violence, confirmant qu'une étude établissait la mort de 290 personnes atteintes par cette arme prétendument non létale.

Les avocats d'Olivier Besancenot ont rappelé la prise de position d'instances internationales contre le Taser, l'arrêt de la cour de San José (Californie) condamnant Taser International à payer plus de 6 millions de dollars pour le décès d'un homme frappé par l'arme, les nombreux pays refusant de se doter de ce pistolet. Ils ont donc réaffirmé la nécessité d'une enquête indépendante et d'un

moratoire. Mis en délibéré, le jugement sera prononcé le 24 novembre prochain.

Pendant ce temps, en Suisse, pas de perquisition ou d'inculpation du côté de Nestlé ou de Securitas pour leur espionnage des militant-e-s d'ATTAC et, quant au Taser, c'est une majorité des Chambres fédérales, qui a légalisé son usage en mars, plus particulièrement contre les étrangers-ères en situation « irrégulière » à expulser.

A mi-septembre, c'est la Conférence suisse des commandants de police qui plaidait, dans la foulée, en faveur de ces « armes utiles », déjà utilisées par trois quarts des polices cantonales du pays...

P.-S.

* Paru dans le périodique suisse « solidaritéS » n°136 (30/10/2008), p. 2.